

Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 21 mars 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Indice des prix à la consommation, février 2014

2

Les prix à la consommation ont augmenté de 1,1 % au cours de la période de 12 mois se terminant en février, après avoir progressé de 1,5 % en janvier. Sur une base mensuelle désaisonnalisée, l'Indice des prix à la consommation a augmenté de 0,3 % en février, après avoir affiché une hausse de 0,2 % en janvier.

Commerce de détail, janvier 2014

10

Les ventes au détail ont augmenté de 1,3 % pour s'établir à 40,7 milliards de dollars en janvier, ce qui a contrebalancé en partie la baisse enregistrée en décembre. Des augmentations ont été observées dans 7 des 11 sous secteurs, lesquels représentent 83 % du total des ventes au détail. Les ventes exprimées en dollars constants ont connu une hausse de 1,4 %, ce qui rend compte des volumes plus élevés de biens vendus.

Ventes de gaz naturel, janvier 2014

15

Revenus de placements, 2012

16

Produits pétroliers raffinés, février 2014

20

Investissement dans la construction de logements neufs, janvier 2014

21

Nouveaux produits et études

22

Calendrier des communiqués : 24 au 28 mars 2014

23



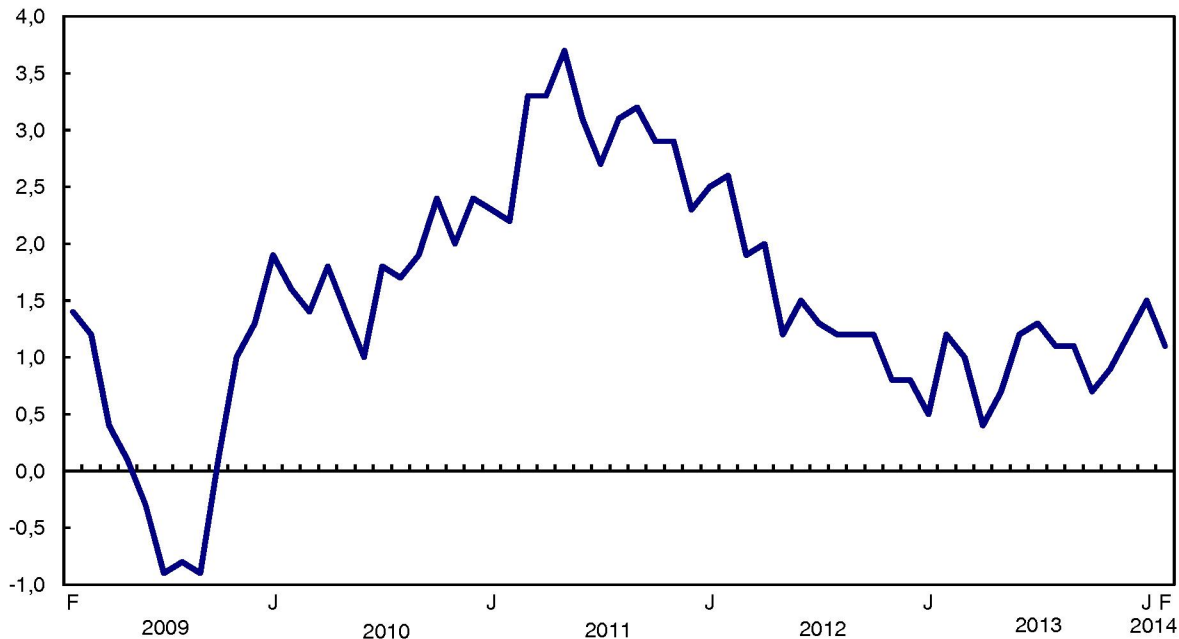
Communiqués

Indice des prix à la consommation, février 2014

L'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 1,1 % au cours de la période de 12 mois se terminant en février, après avoir progressé de 1,5 % en janvier.

Graphique 1 Variation sur 12 mois de l'Indice des prix à la consommation

variation sur 12 mois en %

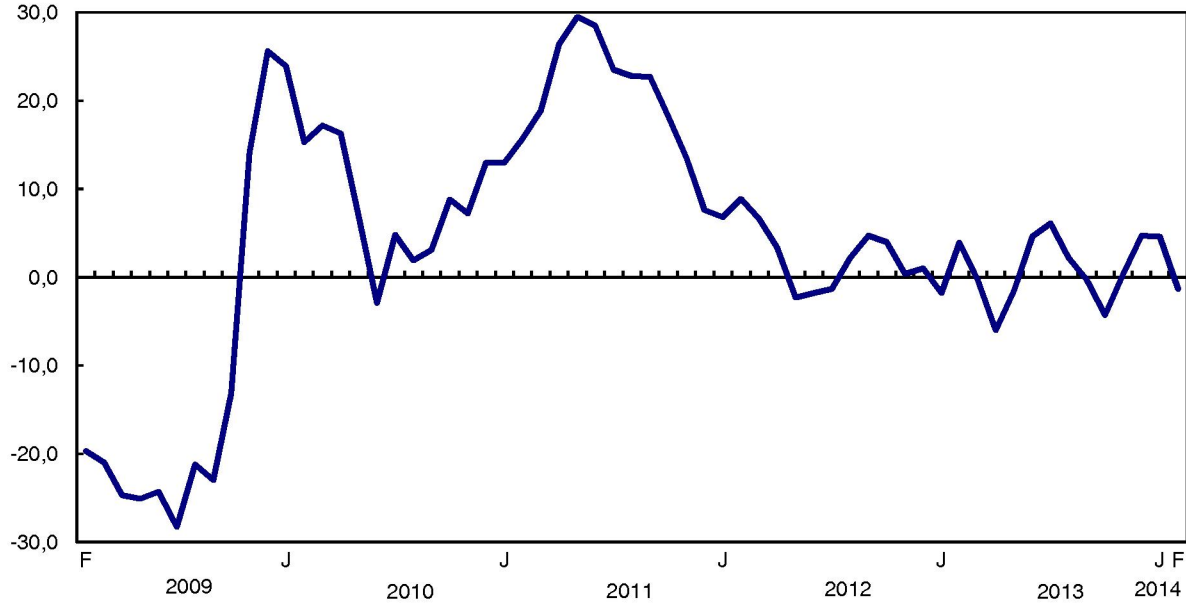


La baisse des prix de l'essence est le principal déterminant du ralentissement de l'Indice des prix à la consommation

La hausse plus faible d'une année à l'autre de l'IPC observée en février comparativement à janvier a été attribuable principalement aux prix de l'essence, qui ont baissé de 1,3 % au cours de la période de 12 mois se terminant en février, alors qu'ils avaient augmenté de 4,6 % en janvier. Sur une base mensuelle, les prix de l'essence se sont accrus de 2,3 % en février, ce qui représente une augmentation plus faible que celle enregistrée le même mois un an plus tôt (+8,4 %).

Graphique 2 Variation sur 12 mois de l'indice des prix de l'essence

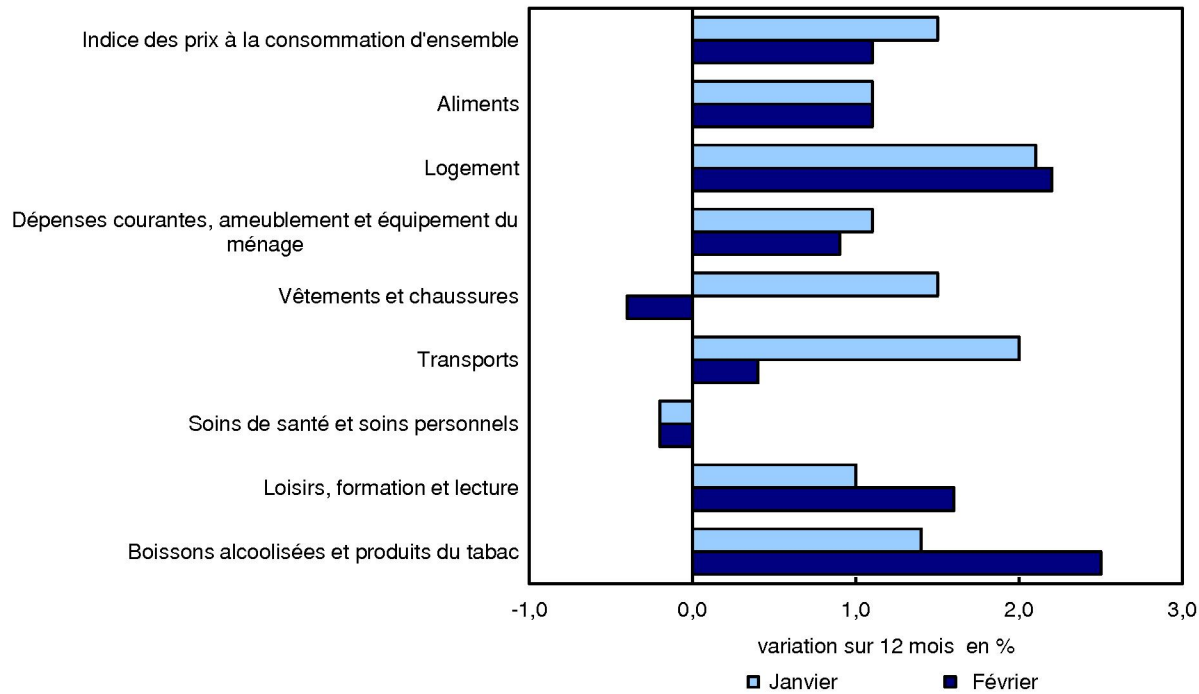
variation sur 12 mois en %



Variation sur 12 mois des composantes principales

Des huit composantes principales, six ont affiché une hausse au cours de la période de 12 mois se terminant en février. Les augmentations des coûts du logement et des prix des aliments ont été les principaux déterminants de la hausse de l'IPC. Parallèlement, les indices des prix des transports et des prix des vêtements et des chaussures ont été ceux qui ont contribué le plus au ralentissement de l'IPC.

Graphique 3
Hausse des prix de six des huit composantes principales



Les coûts du logement ont progressé de 2,2 % d'une année à l'autre, après avoir augmenté de 2,1 % le mois précédent. Les consommateurs ont déboursé plus pour l'électricité (+4,7 %), l'impôt foncier (+3,2 %) et le loyer (+1,5 %) en février comparativement au même mois un an plus tôt.

Les prix des aliments ont affiché une hausse de 1,1 % au cours de la période de 12 mois se terminant en février, soit une augmentation identique à celle enregistrée en janvier. Les prix des aliments achetés en magasin ont augmenté de 1,0 % d'une année à l'autre, entraînés principalement par les prix plus élevés des fruits frais (+7,5 %) et de la viande (+2,1 %). Par contre, les prix des produits laitiers, du sucre et des confiseries ainsi que des jus de fruits ont diminué en février. Les prix des aliments achetés au restaurant ont progressé de 1,1 %.

Les prix des transports ont augmenté de 0,4 % en février comparativement au même mois l'année précédente. Cette hausse a fait suite à une augmentation de 2,0 % en janvier. Outre les prix de l'essence, l'indice des prix d'achat de véhicules automobiles a connu un ralentissement, affichant une hausse de 0,3 % au cours de la période de 12 mois se terminant en février, après avoir progressé de 0,9 % en janvier.

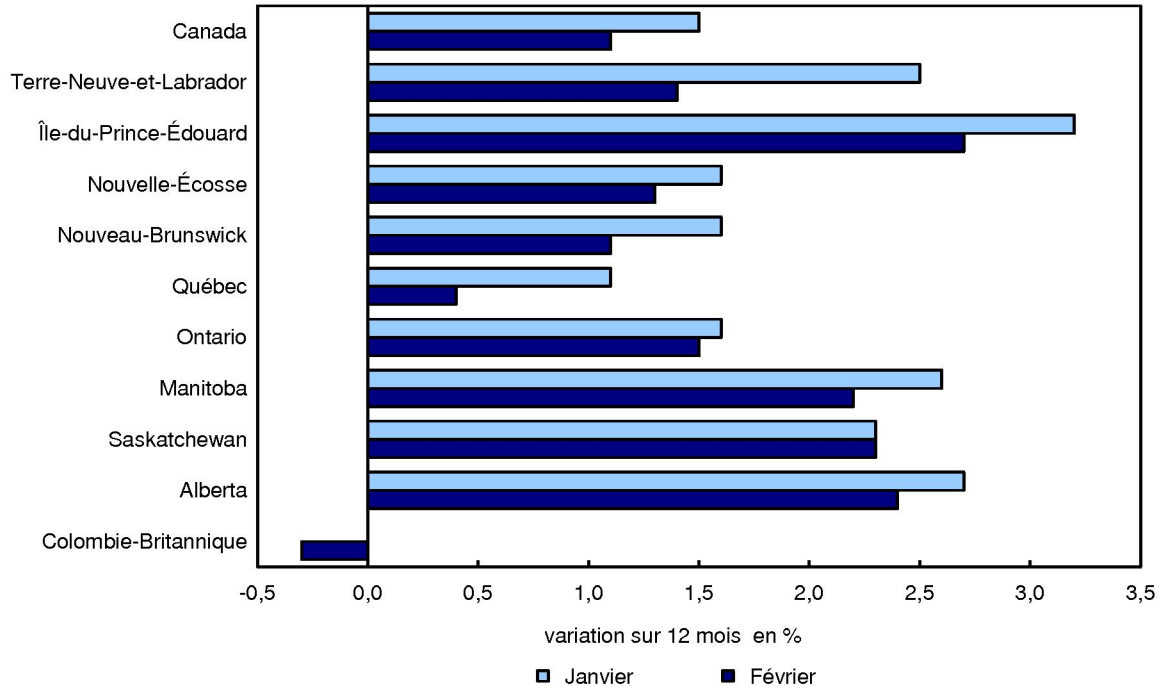
L'indice des prix des vêtements et des chaussures a baissé de 0,4 % au cours de la période de 12 mois se terminant en février, alors qu'il avait augmenté de 1,5 % en janvier. Sur une base mensuelle, les prix des vêtements ont enregistré une hausse moins marquée en février (+2,4 %) comparativement au même mois l'année précédente (+5,0 %).

Les prix des boissons alcoolisées et des produits du tabac ont augmenté de 2,5 % au cours de la période de 12 mois se terminant en février, entraînés principalement par une hausse de 4,7 % des prix des cigarettes. La taxe d'accise fédérale sur les cigarettes a été majorée le 12 février 2014.

Variation sur 12 mois dans les provinces

Les prix à la consommation ont connu un ralentissement dans neuf provinces au cours de la période de 12 mois se terminant en février, principalement sous l'effet des taux de variation moins élevés des prix de l'essence. La Saskatchewan a été la seule province où l'IPC d'ensemble n'a pas connu de ralentissement.

Graphique 4
Ralentissement des prix à la consommation dans neuf provinces



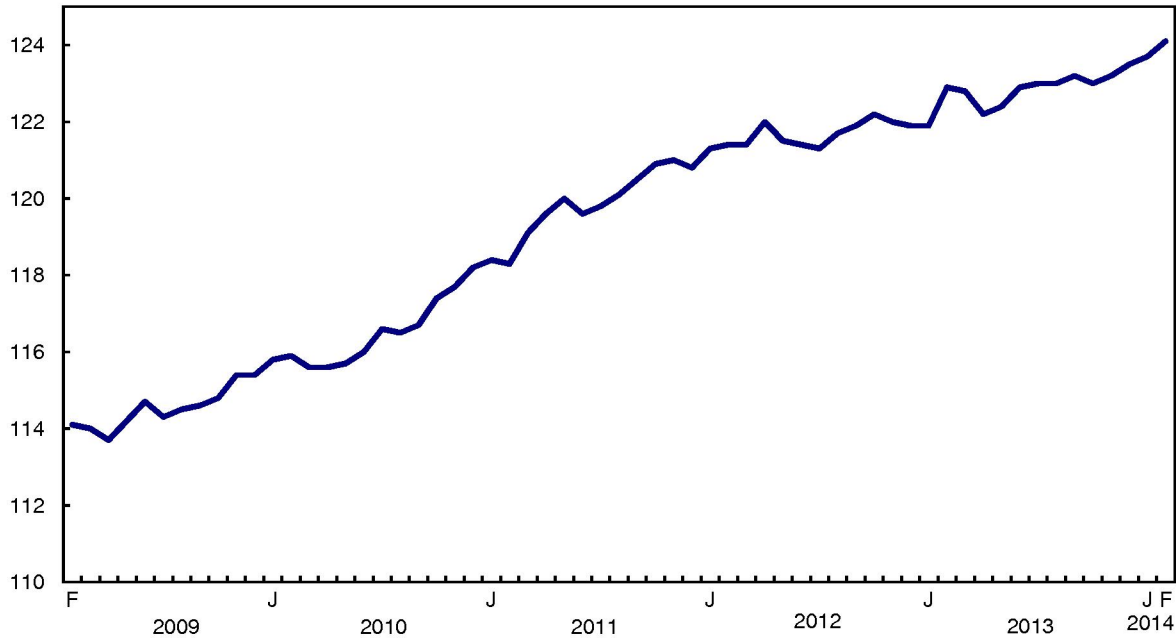
Les prix de l'essence ont baissé d'une année à l'autre dans huit provinces, le recul le plus marqué ayant été enregistré au Québec (-3,2 %). L'Île-du-Prince-Édouard et la Saskatchewan ont été les seules provinces où les prix de l'essence ont augmenté au cours de la période de 12 mois se terminant en février, bien qu'à un taux plus faible qu'en janvier.

Hausse de l'Indice des prix à la consommation mensuel désaisonnalisé

Sur [une base mensuelle désaisonnalisée](#), l'IPC a augmenté de 0,3 % en février, après avoir connu une hausse de 0,2 % en janvier.

Graphique 5 L'Indice des prix à la consommation mensuel désaisonnalisé

indice (2002=100)



Des huit composantes principales, cinq ont augmenté sur une base désaisonnalisée en février. L'indice des prix des boissons alcoolisées et des produits du tabac a affiché la hausse mensuelle la plus marquée (+1,4 %), suivi par celui des prix des transports (+0,7 %). L'indice des prix des aliments a augmenté de 0,5 %.

L'indice des prix des vêtements et des chaussures a été la seule composante principale à avoir enregistré une baisse (-0,6 %) sur une base désaisonnalisée en février. Cependant, avant désaisonnalisation, l'indice a progressé de 2,0 %, ce qui signifie que la hausse des prix a été inférieure aux fluctuations saisonnières habituelles en février.

Indice de référence de la Banque du Canada

L'[indice de référence de la Banque du Canada](#) a augmenté de 1,2 % au cours de la période de 12 mois se terminant en février, après avoir progressé de 1,4 % en janvier.

Sur une base mensuelle, l'indice de référence désaisonnalisé a augmenté de 0,2 %, ce qui représente une hausse identique à celle enregistrée en janvier.

Note aux lecteurs

L'indice des voyages organisés, qui fait partie de la composante principale des loisirs, de la formation et de la lecture, a fait l'objet d'une mise à jour méthodologique, laquelle est entrée en vigueur dans l'Indice des prix à la consommation (IPC) de septembre 2013. Par conséquent, jusqu'à la diffusion de l'IPC de septembre 2014, le taux de variation sur 12 mois de cet indice doit être interprété avec prudence (puisque'il compare des périodes antérieure et postérieure à cette mise à jour).

Une série désaisonnalisée est une série dans laquelle on a éliminé les variations saisonnières. Il est recommandé aux utilisateurs de données qui se servent de l'IPC à des fins d'indexation d'utiliser les indices non désaisonnalisés. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir « La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques ».

La Banque du Canada retranche de son indice de référence huit des composantes les plus volatiles de l'IPC (les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût de l'intérêt hypothécaire; le gaz naturel, le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeur) ainsi que l'effet des variations des taxes indirectes sur le reste des composantes.

Tableau 1
Indice des prix à la consommation et composantes principales, Canada – Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Février 2013	Janvier 2014	Février 2014	Janvier à février 2014	Février 2013 à février 2014
	%	(2002=100)			variation en %	
Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble	100,00²	122,7	123,1	124,1	0,8	1,1
Aliments	16,60	132,9	133,0	134,3	1,0	1,1
Logement	26,26	127,9	130,5	130,7	0,2	2,2
Dépenses courantes, ameublement et équipement du ménage	12,66	114,3	114,7	115,3	0,5	0,9
Vêtements et chaussures	5,82	91,4	89,2	91,0	2,0	-0,4
Transports	19,98	130,3	129,2	130,8	1,2	0,4
Soins de santé et soins personnels	4,93	118,6	118,3	118,4	0,1	-0,2
Loisirs, formation et lecture	10,96	104,7	104,7	106,4	1,6	1,6
Boissons alcoolisées et produits du tabac	2,79	139,4	140,9	142,9	1,4	2,5
Agrégats spéciaux						
Indice de référence ³	84,91	120,6	121,3	122,1	0,7	1,2
IPC d'ensemble excluant l'énergie	91,44	119,7	120,1	121,0	0,7	1,1
Énergie ⁴	8,56	160,1	160,2	162,6	1,5	1,6
Essence	4,62	186,1	179,5	183,7	2,3	-1,3
IPC d'ensemble excluant les aliments et l'énergie	74,85	116,9	117,3	118,2	0,8	1,1
Biens	48,18	115,2	114,2	115,6	1,2	0,3
Services	51,82	130,1	131,9	132,5	0,5	1,8

1. Panier de 2011 de l'IPC, selon les prix de janvier 2013, Canada, en vigueur à partir de février 2013. Les pondérations détaillées sont offertes sous la section de la Documentation de l'enquête 2301 (www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/2301-fra.htm).

2. Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.

3. La Banque du Canada retranche de son indice de référence huit des composantes les plus volatiles de l'IPC (les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel, le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeur) ainsi que l'effet des variations des taxes indirectes sur le reste des composantes. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de l'indice de référence, veuillez consulter le site Web de la Banque du Canada (www.banqueducanada.ca/taux/indicateurs/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire-cible-de-maitrise-de-linflation/).

4. L'agrégat spécial « énergie » comprend l'électricité, le gaz naturel, le mazout et les autres combustibles, l'essence, ainsi que les carburants, les pièces et les fournitures pour véhicules de loisir.

Tableau 2
Indice des prix à la consommation par province, et pour Whitehorse, Yellowknife et Iqaluit –
Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Février 2013	Janvier 2014	Février 2014	Janvier à février 2014	Février 2013 à février 2014
	%	(2002=100)			variation en %	
Canada	100,00²	122,7	123,1	124,1	0,8	1,1
Terre-Neuve-et-Labrador	1,36	125,8	126,7	127,6	0,7	1,4
Île-du-Prince-Édouard	0,36	126,7	129,2	130,1	0,7	2,7
Nouvelle-Écosse	2,59	126,7	127,4	128,4	0,8	1,3
Nouveau-Brunswick	1,96	123,1	123,4	124,4	0,8	1,1
Québec	22,04	122,1	121,7	122,6	0,7	0,4
Ontario	39,05	122,8	123,3	124,6	1,1	1,5
Manitoba	3,16	121,6	123,4	124,3	0,7	2,2
Saskatchewan	2,94	124,9	126,4	127,8	1,1	2,3
Alberta	12,32	127,7	129,9	130,8	0,7	2,4
Colombie-Britannique	14,05	118,3	117,1	118,0	0,8	-0,3
Whitehorse	0,08	121,2	123,4	124,0	0,5	2,3
Yellowknife	0,07	125,4	127,0	127,9	0,7	2,0
Iqaluit (Déc. 2002=100)	0,02	115,8	116,7	117,2	0,4	1,2

1. Panier de 2011 de l'Indice de prix à la consommation, selon les prix de janvier 2013, en vigueur à partir de février 2013. Les pondérations détaillées sont offertes sous la section de la Documentation de l'enquête 2301 (www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/2301-fra.htm).

2. Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.

Tableau 3
Indice des prix à la consommation et composantes principales – Données désaisonnalisées¹

	Décembre 2013	Janvier 2014	Février 2014	Décembre 2013 à janvier 2014	Janvier à février 2014
	(2002=100)			variation en %	
Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble	123,5	123,7	124,1	0,2	0,3
Aliments	132,8	132,9	133,5	0,1	0,5
Logement	129,9	130,5	130,7	0,5	0,2
Dépenses courantes, ameublement et équipement du ménage	115,0	115,0	115,0	0,0	0,0
Vêtements et chaussures	92,2	92,4	91,8	0,2	-0,6
Transports	130,3	129,9	130,8	-0,3	0,7
Soins de santé et soins personnels	118,2	118,4	118,4	0,2	0,0
Loisirs, formation et lecture	106,3	107,2	107,8	0,8	0,6
Boissons alcoolisées et produits du tabac	141,2	140,9	142,9	-0,2	1,4
Agrégats spéciaux					
Indice de référence ²	121,6	121,8	122,1	0,2	0,2
IPC d'ensemble excluant les aliments et l'énergie ³	117,6	117,9	118,2	0,3	0,3

1. Une série désaisonnalisée est une série à partir de laquelle les variations saisonnières ont été éliminées. Chaque mois, l'indice désaisonné du mois précédent est révisé. Les données désaisonnalisées des trois dernières années sont révisées une fois par année au moment de la publication des données de janvier. Il est recommandé aux utilisateurs qui se servent des données de l'IPC à des fins d'indexation d'utiliser les indices non désaisonnalisés. Pour obtenir plus de renseignements sur la disponibilité et l'utilisation des données de l'IPC désaisonnalisées, voir la section des Définitions, source de données et méthodes de l'enquête 2301 (www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/2301-fra.htm).

2. La Banque du Canada retranche de son indice de référence huit des composantes les plus volatiles de l'IPC (les fruits, les préparations à base de fruits et les noix; les légumes et les préparations à base de légumes; le coût d'intérêt hypothécaire; le gaz naturel, le mazout et les autres combustibles; l'essence; le transport interurbain; les produits du tabac et les articles pour fumeur) ainsi que l'effet des variations des taxes indirectes sur le reste des composantes. Pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de l'indice de référence, veuillez consulter le site Web de la Banque du Canada (www.banqueducanada.ca/taux/indicateurs/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire/sommaire-des-variables-cles-relatives-a-la-politique-monetaire-cible-de-maitrise-de-linflation/).

3. L'agrégat spécial « énergie » comprend l'électricité, le gaz naturel, le mazout et les autres combustibles, l'essence, ainsi que les carburants, les pièces et les fournitures pour véhicules de loisir.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 326-0009, 326-0012, 326-0020 et 326-0022.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2301.

Pour obtenir une analyse plus détaillée, veuillez consulter la publication *L'Indice des prix à la consommation*. Le numéro de février 2014 de *L'Indice des prix à la consommation*, vol. 93, n° 2 (62-001-X), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Il est possible d'obtenir plus de renseignements concernant les concepts et l'utilisation de l'Indice des prix à la consommation en consultant *Votre guide d'utilisation de l'Indice des prix à la consommation (62-557-X)*, qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

L'Indice des prix à la consommation de mars sera diffusé le 17 avril.

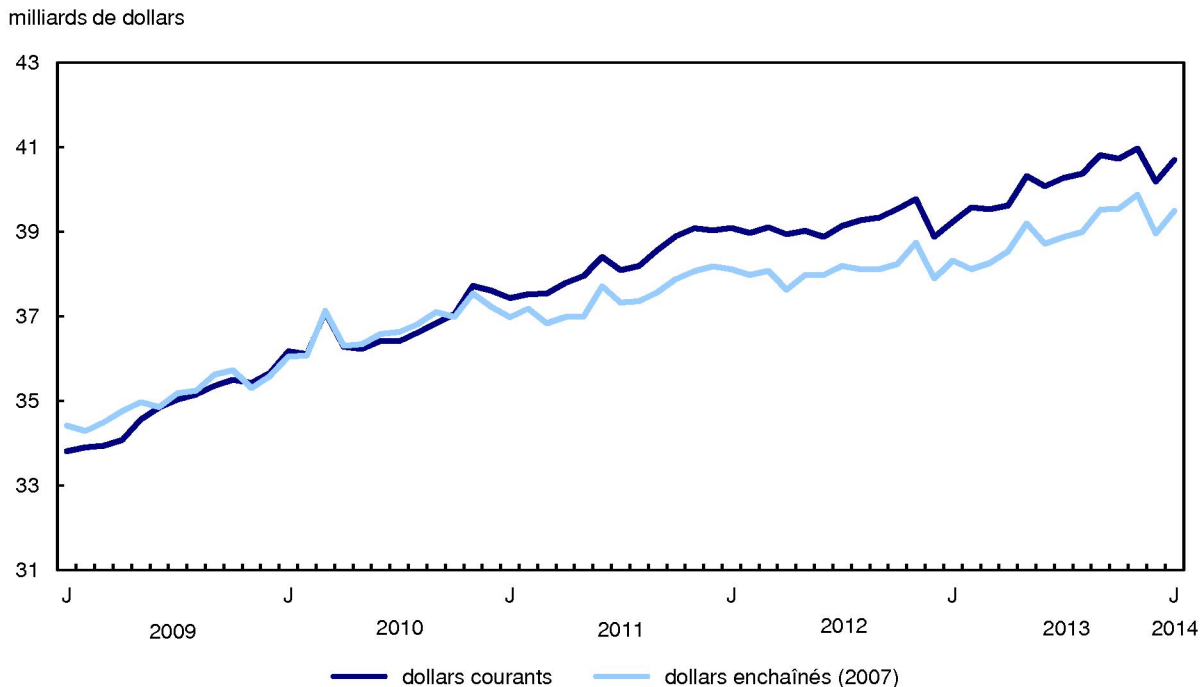
Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Commerce de détail, janvier 2014

Les ventes au détail ont augmenté de 1,3 % pour s'établir à 40,7 milliards de dollars en janvier, ce qui a contrebalancé en partie la baisse enregistrée en décembre. Des augmentations ont été observées dans 7 des 11 sous-secteurs, lesquels représentent 83 % du total des ventes au détail

Les ventes exprimées en dollars constants ont connu une hausse de 1,4 %, ce qui rend compte des volumes plus élevés de biens vendus.

Graphique 1 Les ventes au détail augmentent en janvier



La plupart des sous-secteurs affichent des hausses en janvier, les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles menant la croissance

En janvier, six sous-secteurs ont connu une reprise par rapport aux ventes plus faibles enregistrées en décembre, les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles (+2,2 %) arrivant en tête à ce chapitre. La croissance observée dans ce sous-secteur a été surtout attribuable aux concessionnaires d'automobiles neuves (+2,3 %), mais des augmentations ont aussi été déclarées par les concessionnaires d'automobiles d'occasion (+6,3 %) et les autres concessionnaires de véhicules automobiles (+1,1 %).

La hausse de 7,0 % des ventes des marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage a presque annulé la baisse attribuable aux conditions climatiques enregistrée en décembre.

Les recettes des magasins de marchandises diverses ont augmenté de 2,2 % en janvier, grâce aux ventes plus élevées des grands magasins (+5,3 %), tandis que les autres magasins de marchandises diverses n'ont pas observé de variation des ventes, après avoir été un des seuls types de magasins à avoir enregistré une hausse en décembre.

Les ventes des stations-service (+0,9 %) ont progressé pour un troisième mois consécutif.

La baisse la plus marquée en dollars a été notée dans le sous-secteur des magasins de produits de santé et de soins personnels (-1,3 %), dont les ventes ont diminué pour la première fois depuis février 2013. Une part importante du recul a été le fait des ventes plus faibles des magasins de cosmétiques, de produits de beauté et de parfums et, dans une moins grande mesure, des pharmacies.

Les ventes des magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres (-2,4 %) ont diminué pour la quatrième fois en cinq mois.

Augmentation des ventes dans neuf provinces

Les ventes au détail ont augmenté dans neuf provinces en janvier, après avoir enregistré des baisses dans toutes les provinces en décembre. La hausse a été attribuable en grande partie aux ventes plus élevées dans les provinces de l'Ouest.

L'Alberta (+3,5 %) a déclaré la hausse la plus marquée en dollars, les augmentations ayant été généralisées dans la plupart des types de magasins.

Après avoir connu une baisse de 3,9 % en décembre, les ventes au détail ont nettement augmenté de 6,1 % au Manitoba, du fait des ventes plus élevées déclarées par les concessionnaires d'automobiles neuves. Les ventes ont progressé au cours de 8 des 10 derniers mois.

En Ontario, les ventes ont augmenté de 0,5 %, après avoir diminué de 1,9 % en décembre.

Le mois de janvier a marqué la première hausse en cinq mois pour l'Île-du-Prince-Édouard (+2,1 %) et la première en quatre mois pour la Nouvelle-Écosse (+1,5 %) et le Nouveau-Brunswick (+1,7 %).

Au Québec, les ventes au détail ont connu une légère baisse de 0,1 %, principalement sous l'effet des ventes plus faibles des concessionnaires d'automobiles neuves et, dans plus faible mesure, des pharmacies. Il s'agit de la troisième baisse en quatre mois.

Il est possible de consulter les tableaux de données non désaisonnalisées [par industrie](#) et [par province et territoire](#) à partir du module *Tableaux par sujet* de notre site Web.

Pour obtenir des renseignements sur les indicateurs connexes, consultez la page [Dernières statistiques](#) de notre site Web.

Note aux lecteurs

Toutes les données qui figurent dans le présent communiqué sont désaisonnalisées et exprimées en dollars courants, à moins d'indication contraire. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé « La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques ».

À la fin de chaque année civile, les données mensuelles désaisonnalisées font l'objet d'une révision afin de les faire correspondre au total des estimations non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées révisées pour la période de septembre à novembre 2013 sont présentées ce mois-ci. La révision complète des données désaisonnalisées de l'année civile 2013 est prévue pour diffusion en avril 2014.

Les ventes totales du commerce de détail en volume sont mesurées en corrigeant les valeurs en dollars courants à l'aide d'indices des prix à la consommation. La série des ventes au détail en dollars enchaînés (2007) correspond à un indice de volume en chaîne de Fisher dont l'année de référence est 2007. Pour obtenir plus de renseignements à ce sujet, voir [Calcul du volume des ventes au détail](#).

Tableau 1
Ventes au détail par province et territoire – Données désaisonnalisées

	Janvier 2013	Décembre 2013 ^r	Janvier 2014 ^p	Décembre 2013 à janvier 2014	Janvier 2013 à janvier 2014
	millions de dollars			variation en %	
Canada	39 236	40 182	40 696	1,3	3,7
Terre-Neuve-et-Labrador	683	697	701	0,6	2,6
Île-du-Prince-Édouard	159	159	162	2,1	1,6
Nouvelle-Écosse	1 096	1 101	1 117	1,5	1,9
Nouveau-Brunswick	905	908	924	1,7	2,1
Québec	8 677	8 805	8 797	-0,1	1,4
Ontario	13 691	13 970	14 037	0,5	2,5
Manitoba	1 411	1 414	1 500	6,1	6,3
Saskatchewan	1 484	1 505	1 543	2,5	4,0
Alberta	5 847	6 206	6 423	3,5	9,8
Colombie-Britannique	5 131	5 269	5 339	1,3	4,0
Yukon	56	53	56	5,3	0,2
Territoires du Nord-Ouest	64	66	68	3,4	6,2
Nunavut	31	29	29	0,9	-4,5

^r révisé

^p provisoire

Note(s) : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau 2
Ventes au détail par industrie – Données désaisonnalisées

	Janvier 2013	Décembre 2013 ^r	Janvier 2014 ^p	Décembre 2013 à janvier 2014	Janvier 2013 à janvier 2014
	millions de dollars			variation en %	
Total des ventes au détail (dollars courants)	39 236	40 182	40 696	1,3	3,7
Total des ventes au détail (dollars enchaînés, 2007)	38 315	38 950	39 492	1,4	3,1
Total (dollars courants), excluant les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles	30 441	30 920	31 228	1,0	2,6
Total (dollars courants), excluant les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles et les stations-service	25 508	25 659	25 917	1,0	1,6
Concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles	8 795	9 262	9 469	2,2	7,7
Concessionnaires d'automobiles neuves	7 038	7 506	7 677	2,3	9,1
Concessionnaires d'automobiles d'occasion	528	501	533	6,3	0,9
Autres concessionnaires de véhicules automobiles	643	633	640	1,1	-0,5
Magasins de pièces, de pneus et d'accessoires pour véhicules automobiles	587	622	619	-0,4	5,5
Magasins de meubles et d'accessoires de maison	1 310	1 208	1 251	3,6	-4,4
Magasins de meubles	821	756	785	3,8	-4,5
Magasins d'accessoires de maison	488	451	467	3,4	-4,4
Magasins d'appareils électroniques et ménagers	1 215	1 135	1 153	1,6	-5,1
Marchands de matériaux de construction et de matériel et fournitures de jardinage	2 237	2 147	2 297	7,0	2,7
Magasins d'alimentation	8 989	8 992	9 027	0,4	0,4
Supermarchés et autres épiceries (sauf les dépanneurs)	6 348	6 318	6 339	0,3	-0,1
Dépanneurs	545	529	534	0,9	-2,1
Magasins d'alimentation spécialisés	454	495	489	-1,2	7,8
Magasins de bière, de vin et de spiritueux	1 642	1 650	1 665	0,9	1,4
Magasins de produits de santé et de soins personnels	2 852	3 040	2 999	-1,3	5,2
Stations-service	4 933	5 261	5 311	0,9	7,7
Magasins de vêtements et d'accessoires vestimentaires	2 218	2 267	2 231	-1,6	0,6
Magasins de vêtements	1 717	1 748	1 731	-1,0	0,8
Magasins de chaussures	251	257	240	-6,3	-4,2
Bijouteries et magasins de bagages et de maroquinerie	250	262	260	-1,0	3,8
Magasins d'articles de sports, d'articles de passe-temps, d'articles de musique et de livres	865	910	888	-2,4	2,6
Magasins de marchandises diverses	4 853	4 986	5 098	2,2	5,0
Grands magasins	2 224	2 114	2 225	5,3	0,0
Autres magasins de marchandises diverses	2 628	2 872	2 873	0,0	9,3
Magasins de détail divers	968	975	973	-0,2	0,5

^r révisé^p provisoire**Note(s) :** Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 080-0020 et 080-0024.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 2406 et 2408.

Le numéro de janvier 2014 de la publication *Commerce de détail* (63-005-X) paraîtra sous peu.

Les données de février sur le commerce de détail seront diffusées le 23 avril.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Matthew Briggs au 613-951-4761 (matthew.briggs@statcan.gc.ca), Division de la statistique du commerce.

Ventes de gaz naturel, janvier 2014

Les ventes de gaz naturel ont totalisé 10 708 millions de mètres cubes en janvier, en hausse de 6,5 % par rapport à janvier 2013.

Le volume des ventes s'est accru de 11,8 % dans le secteur résidentiel, de 12,7 % dans le secteur commercial et de 1,5 % dans le secteur industriel comparativement au même mois un an plus tôt.

Les ventes totales observées en janvier ont augmenté de 4,9 % par rapport à décembre.

Note aux lecteurs

Ces données sont sujettes à révision.

Tableau 1
Ventes de gaz naturel

	Janvier 2013	Décembre 2013	Janvier 2014 ^P	Décembre 2013 à janvier 2014	Janvier 2013 à janvier 2014
	milliers de mètres cubes			variation en %	
Ventes totales	10 053 658	10 210 069	10 708 399	4,9	6,5
Résidentielles ¹	2 808 337	2 769 893	3 140 008	13,4	11,8
Commerciales ²	1 913 229	1 986 466	2 155 535	8,5	12,7
Industrielles ³ et directes ⁴	5 332 092	5 453 710	5 412 856	-0,7	1,5

^P provisoire

1. Gaz vendu pour l'usage domestique (le chauffage d'habitation, l'approvisionnement en eau chaude, la cuisson, etc.) et fourni à un logement résidentiel.

2. Gaz vendu aux clients s'occupant du commerce de gros ou de détail, aux administrations publiques, aux établissements, aux immeubles à bureaux, etc.

3. Gaz vendu aux clients s'occupant de la transformation plus ou moins complète de matières brutes ou semi-ouvrées en produits différents ou de formes différentes. Cette catégorie comprend les établissements miniers et manufacturiers, et englobe les contrats souscrits, non souscrits et d'achats ou de ventes.

4. Cette catégorie représente les livraisons directes de gaz (non-service) pour la consommation, soit les ventes pour la consommation où les services de gaz agissent seulement comme transporteur.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Revenus de placements, 2012

En 2012, le nombre de déclarants ayant indiqué des revenus de placements a été presque le même qu'en 2011, tandis que le montant des revenus de placements déclarés pendant la même période s'est accru de 7,7 % (en dollars constants).

À l'échelle nationale, plus de 7,5 millions de personnes ont déclaré des revenus de placements totalisant 60,9 milliards de dollars, selon les données provenant des déclarations de revenus de 2012. (Les revenus de placements correspondent à la somme des dividendes provenant de sociétés canadiennes imposables et des revenus d'intérêts provenant d'investissements dans des véhicules sans privilège fiscal.)

Même s'il n'y a pas eu de changement notable dans le nombre de personnes ayant déclaré des revenus de placements à l'échelle nationale en 2012, la proportion de déclarants ayant indiqué des revenus de placements a légèrement diminué, passant de 30,4 % en 2011 à 30,1 % en 2012. À l'échelle provinciale et territoriale, la baisse la plus importante est survenue dans les Territoires du Nord-Ouest, où la proportion est passée de 15,8 % à 14,6 %.

La valeur médiane des revenus de placements au Canada a augmenté pour passer de 580 \$ (en dollars constants) en 2011 à 590 \$ en 2012. Autrement dit, la moitié des personnes ayant déclaré des revenus de placements en 2012 ont indiqué un montant supérieur à 590 \$, et l'autre moitié, un montant inférieur.

Les déclarants de l'Alberta (760 \$) ont indiqué le revenu de placements médian le plus élevé, suivis de ceux de la Colombie-Britannique (730 \$). Les déclarants du Nunavut (300 \$) ont affiché le revenu de placements médian le plus faible.

Parmi les régions métropolitaines de recensement (RMR), Victoria (1 000 \$) a enregistré la valeur médiane des revenus de placements la plus élevée, suivie de Kelowna (990 \$) et de Calgary (890 \$). Les déclarants de Saguenay (340 \$) ont enregistré la valeur la plus faible. Victoria (38,7 %) a été la RMR qui a affiché la proportion la plus forte de déclarants ayant indiqué des revenus de placements.

Note aux lecteurs

Aux fins du présent communiqué, les bénéficiaires de revenus de placements sont des déclarants qui ont déclaré des revenus de dividendes provenant de sociétés canadiennes imposables ou des revenus d'intérêts. Le revenu tiré d'investissements en vertu de régimes enregistrés d'épargne-retraite ou de fonds enregistrés de revenu de retraite, par exemple, est exclu. Les gains en capital sont également exclus.

Lorsque des montants ont été comparés dans le présent communiqué, toutes les données des années précédentes ont été ajustées pour tenir compte de l'inflation, telle qu'elle est mesurée par l'Indice des prix à la consommation.

Toutes les données figurant dans le présent communiqué ont été établies conformément à la Classification géographique type de 2011, qui a été utilisée pour le Recensement de 2011.

Une région métropolitaine de recensement (RMR) est formée d'une ou de plusieurs municipalités adjacentes situées autour d'un centre de population (aussi appelé le noyau). Une RMR doit avoir une population totale d'au moins 100 000 habitants, et son noyau doit compter au moins 50 000 habitants.

Tableau 1
Revenus de placements – Canada, provinces et territoires

	Déclarants ayant reçu des revenus de placements		Tous les déclarants	Revenus de placements			Revenus de placements médians
	2012	2011 à 2012	2012	2012	2011	2011 à 2012	2012
	nombre	variation en %	%	milliers de dollars	dollars constant de 2012 – milliers de dollars	variation en %	dollars
Canada	7 561 760	0,1	30,1	60 906 525	56 567 550	7,7	590
Terre-Neuve-et-Labrador	68 220	0,2	16,8	316 755	280 590	12,9	340
Île-du-Prince-Édouard	26 810	-1,7	25,0	139 675	131 830	6,0	440
Nouvelle-Écosse	166 420	-1,2	23,9	1 341 580	1 301 635	3,1	510
Nouveau-Brunswick	114 730	-2,1	19,8	679 530	652 805	4,1	410
Québec	1 619 690	-0,7	26,2	10 782 135	9 701 435	11,1	510
Ontario	2 956 680	0,0	31,3	21 835 060	20 637 120	5,8	590
Manitoba	270 780	-0,4	30,4	1 476 570	1 386 205	6,5	470
Saskatchewan	256 630	1,1	33,2	2 207 270	1 934 320	14,1	640
Alberta	904 880	1,8	33,5	11 998 150	10 830 975	10,8	760
Colombie-Britannique	1 165 330	0,3	35,4	10 046 880	9 636 190	4,3	730
Yukon	6 220	2,0	25,1	43 895	39 850	10,2	590
Territoires du Nord-Ouest	4 150	-7,8	14,6	31 785	28 790	10,4	360
Nunavut	1 210	7,1	6,5	7 230	5 790	24,9	300

Note(s) : Toutes les données des années précédentes ont été rajustées pour tenir compte de l'inflation, telle que mesurée par l'Indice des prix à la consommation.

Tableau 2
Revenus de placements – Régions métropolitaines de recensement

	Déclarants ayant reçu des revenus de placements	Tous les déclarants	Revenus de placements	Revenus de placements médians
	2012	2012	2012	2012
	nombre	%	milliers de dollars	dollars
Canada	7 561 760	30,1	60 906 525	590
St. John's	30 450	20,7	187 225	370
Halifax	73 210	25,9	762 445	610
Moncton	22 560	21,3	152 720	410
Saint John	21 010	22,5	147 545	470
Saguenay	28 720	22,3	114 685	340
Québec	171 700	28,1	1 096 305	500
Sherbrooke	40 470	25,5	274 740	560
Trois-Rivières	32 020	26,1	175 475	530
Montréal	796 330	27,2	6 162 620	550
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	267 640	29,8	2 015 625	630
Partie Ottawa	216 400	32,6	1 735 145	700
Partie Gatineau	51 240	22,1	280 480	410
Kingston	34 850	31,2	268 030	690
Peterborough	28 690	32,4	177 345	660
Oshawa	68 820	27,2	304 410	440
Toronto	1 319 000	32,1	11 437 750	600
Hamilton	159 850	30,5	1 123 220	590
St. Catharines–Niagara	91 760	31,0	484 525	560
Kitchener–Cambridge–Waterloo	104 560	30,0	730 955	520
Brantford	26 130	27,3	142 525	500
Guelph	34 420	32,6	256 195	600
London	106 860	30,8	761 425	590
Windsor	66 660	27,9	387 445	480
Barrie	36 040	27,0	213 335	450
Grand Sudbury	34 320	28,3	219 820	550
Thunder Bay	27 790	30,6	152 620	550
Winnipeg	169 380	30,9	1 019 530	480
Regina	51 560	31,5	438 465	590
Saskatoon	61 160	31,0	634 840	630
Calgary	311 840	34,6	5 011 425	890
Edmonton	268 480	31,4	3 091 770	670
Kelowna	50 400	37,1	563 535	990
Abbotsford–Mission	33 090	27,5	253 835	520
Vancouver	646 190	37,0	5 770 220	710
Victoria	100 390	38,7	989 345	1 000

Note(s) : Les comparaisons entre les données des déclarants de 2011 et 2012 ne sont pas incluses pour les régions métropolitaines de recensement (RMR), étant donné la mise à jour des limites des régions géographiques entre ces années de déclaration. Les données des déclarants de 2012 sont basées sur la Classification géographique type (CGT) de 2011. Les données des déclarants de 2011 sont basées sur la CGT de 2006. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des RMR suivant la CGT de 2011.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 111-0036 à 111-0038, 111-0041 et 111-0042.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 4106.

Les données portant sur le *Revenu de placements canadiens* (17C0008, prix variés), les *Investisseurs canadiens* (17C0007, prix variés), les *Épargnants canadiens* (17C0009, prix variés), les *Gains en capital au Canada* (17C0012, prix variés) et les *Déclarants canadiens* (17C0010, prix variés) sont désormais offertes pour le Canada, les provinces et les territoires, les circonscriptions électorales fédérales, les régions économiques, les divisions de recensement, les régions métropolitaines de recensement, les agglomérations de recensement et les secteurs de recensement ainsi que pour des régions basées sur la géographie postale. Ces services personnalisés sont offerts sur demande.

Les tableaux de CANSIM de cette diffusion sont accessibles pour le Canada, les provinces et les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Produits pétroliers raffinés, février 2014

Il est maintenant possible de consulter les données de février sur la production, les stocks et les ventes intérieures des produits pétroliers raffinés. D'autres données choisies sur ces produits sont aussi offertes.

Note aux lecteurs

Ces données sont sujettes à révision.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Investissement dans la construction de logements neufs, janvier 2014

Il est maintenant possible de consulter les données de janvier sur l'investissement dans la construction de logements neufs (comprenant les logements unifamiliaux, les maisons jumelées, les maisons en rangée, les appartements et les logements en copropriété).

Données offertes dans CANSIM : tableau 026-0017.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5155.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mariane Nozière Bien-Aimé au 613-951-7520 (mariane.bien-aimé@statcan.gc.ca), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

L'Indice des prix à la consommation, février 2014, vol. 93, n° 2
Numéro au catalogue 62-001-X (HTML | PDF)

Calendrier des communiqués : 24 au 28 mars 2014

(En raison de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
27	Indicateurs nationaux du tourisme	Quatrième trimestre de 2013
27	Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police	2013
28	Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise	2012

Voir aussi le calendrier de diffusion des principaux indicateurs économiques pour le reste de l'année.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>